

ACTU

JÉRÔME FOURQUET

“On se détourne aujourd’hui de l’isoloir comme on se détournait hier de l’église”

PROPOS RECUEILLIS PAR LOUIS HAUSALTER



Julien Faure / Leextra via Opale

Les bureaux de vote brûlent, et nous regardons ailleurs ! Ces législatives ont confirmé que les électeurs fondaient aussi vite que la banquise : seuls les seniors restent attachés à ce qui apparaît comme un rituel en voie de désuétude. Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l’Ifop, analyse l’effondrement de la participation de génération en génération. Avec, en filigrane, cette question cruciale : qui votera encore dans vingt ans ?

Marianne : Moins d’un Français sur deux a voté aux élections législatives. L’abstention majoritaire s’est-elle installée pour de bon en France ? Jérôme Fourquet* : Nous avons observé des taux d’abstention massifs sous le quinquennat passé. Pour la première fois, on

avait passé la barre des 50 % aux législatives de 2017. Aux municipales de 2020, c'était près de 60 %, que l'on a mis sur le dos du Covid, à juste titre, mais ce facteur n'est que partiellement explicatif. C'était une alerte très sérieuse, car, jusque-là, les municipales avaient été préservées. L'été dernier, on a battu tous les records aux régionales et aux départementales, avec deux tiers d'abstention.

La participation s'est bien tenue à la présidentielle, et ces législatives confirment qu'il s'agissait d'une exception au milieu d'une tendance très fortement abstentionniste. Les Français continuent à se mobiliser à la présidentielle, car ils savent que c'est de cette élection que tout découle. Cela a été renforcé par la lecture jupitérienne des institutions, les décisions concentrées à l'Élysée pendant la crise du Covid et une forme de dévitalisation de l'Assemblée.

Comment expliquer l'abstention structurelle ?

Il n'y a pas une cause unique. La première, c'est la fin du patriotisme de parti. Si on était d'une famille de gauche ou de droite, on allait voter par principe, parce qu'il était hors de question de laisser gagner le camp d'en face. Cette affiliation partisane s'est effilochée, d'autant que le macronisme a brouillé les clivages. Deuxième effet de longue durée : l'expérience de l'alternance depuis 1981. Une partie de la population a constaté que le jeu d'essuie-glace droite-gauche n'avait pas fondamentalement modifié sa situation personnelle. On ne se reconnaît plus dans l'équipe des bleus ou dans celle des rouges, on a l'impression que le pouvoir politique n'a plus toutes les marges de manœuvre, alors à quoi bon voter ? Mais l'un des ressorts fondamentaux qui permettent de prendre la mesure de la dynamique abstentionniste, c'est le renouvellement générationnel.

Pourquoi ?

Le rapport au vote évolue de manière assez rapide au gré de ce renouvellement, avec la disparition progressive d'une génération âgée, qui a grandi et baigné dans le culte du vote, dans un sens quasi sacré. On entend souvent la ritournelle selon laquelle certains sont morts pour le droit de vote, etc. Cette représentation est de moins en moins répandue chez les jeunes générations. On peut comparer la République et son vote à l'Église et sa messe. C'est le dimanche, souvent en famille, c'est ritualisé. On se souvenait de sa première communion comme de son premier vote. On sait que cela ne change pas la face du monde, mais il y a un acte de foi. De la même manière que le prêtre vieillissant célèbre la messe devant des bancs clairsemés, les présidents des bureaux de vote ont un problème de désaffection. Recruter des assesseurs est devenu aussi compliqué qu' enrôler des enfants de chœur.

Mais est-ce qu'on ne vote pas plus en vieillissant ?

On sait depuis longtemps en sociologie politique que la participation est plus forte chez les retraités que chez les plus jeunes. Mais prenons les législatives de 1986 : 19 % des 65 ans et plus s'étaient abstenus, contre 25 % des 18-24 ans. Au premier tour de 2022, l'abstention est

de 34 % chez les retraités, 75 % chez les jeunes ! Ce qui était un simple delta est devenu un fossé. Aujourd'hui, jeunes et vieux vivent dans deux mondes différents.

On pourrait se dire que les jeunes ont toujours moins voté que les seniors et qu'il faut que jeunesse se passe. Mais cette vision irénique est battue en brèche par la tendance générale à l'explosion de l'abstention. Et quand on suit une génération, on s'aperçoit que son abstention progresse. Ce n'est donc pas parce qu'on vieillit que l'on devient plus civique.

Le vote est-il un rituel de « la France d'avant », pour citer une expression de votre dernier livre ?

Si on reprend la thèse de Marcel Gauchet sur la sortie de la religion, on peut décrire un processus de sortie de la matrice civique et républicaine, poussé par cette force très puissante qu'est l'individualisme utilitariste. On se détourne aujourd'hui de l'isolement comme on se détournait hier de l'église. De la même façon que la virée du dimanche chez Ikea a remplacé la messe dominicale, le rite du barbecue remplace celui du vote.

On explique souvent que la solution à l'abstention des jeunes, c'est plus de pédagogie et d'instruction civique. En réalité, le fait électoral est dévitalisé. Quand on parle de circonscriptions, de scrutin majoritaire, ça ressemble à une langue morte : c'est un peu le latin de la messe. Je me souviens des images d'une conférence-meeting d'Éric Zemmour dans une zone commerciale près de Nantes, l'automne dernier. Il y avait dans la salle le public, dehors des antifas qui essayaient de bloquer l'événement, et, au milieu, des milliers de gens qui poussaient leur chariot de courses !

Est-ce à dire que dans « la France d'après », les gens ne veulent plus entendre parler de politique, ou est-ce qu'ils font de la politique autrement ?

La France se transforme en une sorte d'énorme syndicat de copropriété. On va à l'assemblée générale pour les grandes décisions et on demeure chez soi le reste du temps. Bien sûr, il existe de nouveaux modes de vie non dénués de connotation politique, comme le choix des circuits courts ou l'appel à boycotter des marques, mais rien qui équivaille à ce qu'est le vote. Nous n'avons pas assisté à une éclosion d'agoras citoyennes locales...

Au terme de cette séquence électorale, on constate une tripartition des forces politiques. Est-ce que ces offres correspondent à de réelles aspirations ?

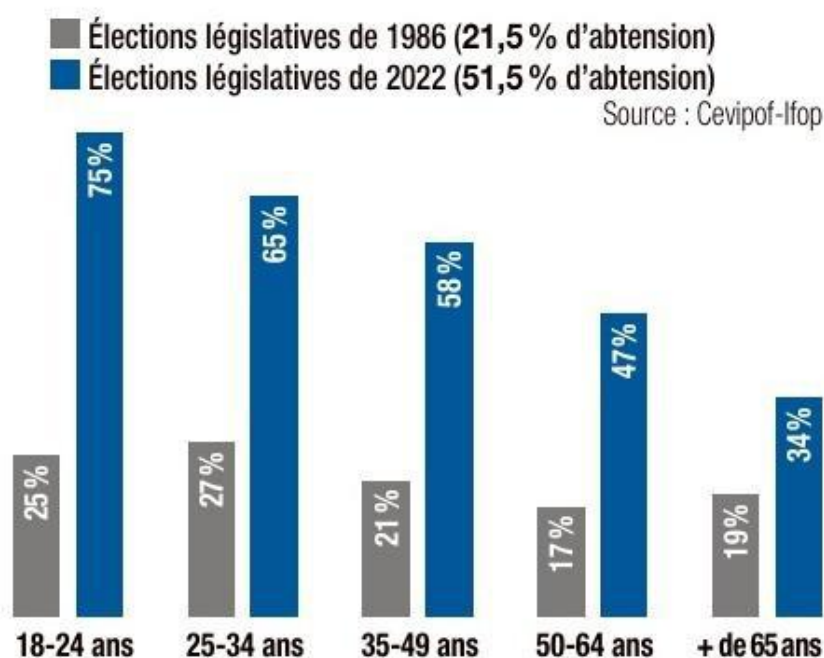
Je le pense, les choses n'arrivent pas par hasard. Le bloc macroniste, ce sont les courants centraux de gens intégrés, proeuropéens, de Strauss-Kahn à Juppé en passant par Cohn-Bendit et Bayrou. C'est cohérent : ces personnes étaient d'accord entre elles, mais otages de la vieille division gauche-droite qui procédait de la Révolution française. Côté RN, la tache d'huile s'étend en contournant les grandes métropoles, on l'a vu avec l'élection de deux députés en Gironde. Le FN, c'était d'abord l'immigration et l'insécurité dans les années 1980, puis la

désindustrialisation, et c'est maintenant le phénomène France périphérique de Christophe Guilluy. Dans le nord de la Gironde, les habitants comparent la situation de leur territoire à celle de Bordeaux ou d'Arcachon, ce qui crée des frustrations relatives.

Quant au bloc des gauches, c'est le résultat d'un coup de génie surfant sur le talisman sacré de l'union. Mais attention au trompe-l'œil : le calcul tactique de Mélenchon n'a pas élargi l'assiette. Et ce n'est plus le même discours : le centre de gravité de cette gauche correspond, pour aller vite, à la nouvelle génération écolo-wokiste. Il s'appuie à la fois sur les bobos des centres-villes et sur la banlieue, avec un facteur identitaire et religieux assumé. Dans cette affaire, la vieille gauche socialo-hollandaise est un bagage accompagné. ■

* Dernier livre paru : *la France sous nos yeux*, avec Jean-Laurent Cassely, Seuil, 2021.

1986-2022 : ÉVOLUTION DU TAUX D'ABSTENTION AUX LÉGISLATIVES PAR TRANCHE D'ÂGE



à suivre sur MARIANNE.net

Retrouvez cet entretien dans une version longue.